Fédération des femmes du Québec
110, rue Sainte-Thérèse # 309
Montréal (Québec) H2Y 1E6
tél. : (514) 876-0166
télé. : (514) 876-0162
courriel : femmes@ffq.qc.ca

Conseil d'intervention pour l'accès des
femmes au travail
110, rue Sainte-Thérèse # 403
Montréal (Québec) H2Y 1E6
tél. : (514) 954-0220
télé. : (514) 954-1230
courriel : ciaft-info@ciaft.qc.ca

**Mémoire
concernant le Projet de loi 112 -
Loi visant à lutter
contre la pauvreté
et l'exclusion sociale**

Septembre 2002

Table des matières

1. Le combat de la Fédération des femmes du Québec et du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail pour éradiquer la pauvreté	p. 3
2. Position générale des deux organismes sur le projet de <i>Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale</i>	p. 6
3. Propositions spécifiques concernant certains articles du projet de <i>Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale</i>	p. 9
Conclusion.....	p. 23
Références	p. 24

Annexes

1. Liste des revendications.....	p. 25
- Mesures urgentes	
- Propositions spécifiques sur le Projet de loi no 112	
2. Extrait de : <i>La révision des normes du travail : reconnaître le travail des Québécoises</i> , mémoire présenté au ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail sur le document de consultation intitulé « Revoir les normes du travail du Québec » : un défi collectif, 2002 » par le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail, juin 2002	p. 29
3. Extrait de : <i>L'équité salariale pour les travailleuses non syndiquées au Québec dans les petites entreprises</i> . Recommandations du mémoire conjoint présenté à la Commission de l'équité salariale dans le cadre de la consultation publique sur l'article 130 de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , par le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail et la Fédération des femmes du Québec, septembre 2002	p. 32

1. Le combat de la Fédération des femmes du Québec et du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail pour éradiquer la pauvreté

La Fédération des femmes du Québec

La Fédération des femmes du Québec (FFQ) a fait de la lutte contre la pauvreté un moteur de son action depuis 1993. Le Congrès de novembre 1993 a affirmé la volonté de la Fédération d'être plus représentative des femmes démunies économiquement et de celles qui subissent de multiples discriminations. Les statuts et règlements ont été amendés pour offrir deux postes d'administratrices à ces catégories de femmes.

En 1995, les femmes du Québec ont marché à l'appel de la FFQ pour exiger du gouvernement québécois des mesures pour éliminer la pauvreté. Cette *Marche du Pain et des roses* était porteuse de revendications concrètes, notamment, sur l'employabilité des femmes, l'équité salariale, l'accès à la formation professionnelle, la perception des pensions alimentaires, une réforme des normes du travail, l'augmentation du salaire minimum au-dessus du seuil de pauvreté.

Certaines de ces revendications ont reçu des réponses partielles. Néanmoins, dans un contexte de bonne santé économique (au cours des six premiers mois de 2002, le Québec a enregistré 1 280 000 créations d'emplois, soit le plus fort taux d'Amérique du Nord), la situation de nombreuses femmes ne s'est pas améliorée. La création de richesse a surtout bénéficié à un petit nombre de gens issus essentiellement du monde des affaires et de la finance.

Ce phénomène est mondial. Il est lié à la libéralisation de plus en plus poussée des règles de l'économie capitaliste, où les entreprises, dans un contexte de mondialisation, utilisent tous les moyens pour augmenter leur profit : délocalisations assorties de fermetures d'usines sans préavis ni investissements compensateurs pour combler le vide économique créé, développement du travail à distance, recours aux contrats à temps partiel, à temps limité, travail sur appel, etc.

Actuellement, on estime à quelque 20 % le nombre de Québécoises et de Québécois vivant sous le seuil de pauvreté, dont la majorité sont des femmes. Il s'agit souvent de femmes qui ont eu peu ou pas du tout de formation initiale, qui exercent des métiers peu valorisants, aux tâches répétitives, sans possibilité d'ascension sociale. Beaucoup de femmes travaillent mais ne disposent pas de ressources suffisantes pour vivre décemment, s'épanouir dans la société, s'offrir, à elles et à leur famille, des conditions de vie pouvant leur permettre d'envisager une amélioration de leur situation dans le futur.

Les femmes cheffes de famille monoparentale, les personnes âgées de plus de 65 ans, les jeunes ayant entre 18 et 24 ans, les personnes souffrant d'un handicap sont les catégories les plus vulnérables, celles qui disposent de faibles revenus.

Parallèlement, l'abandon de plus en plus large de services de protection sociale assurés par les pouvoirs publics a entraîné une charge plus lourde sur les aidantes et les aidants. Les familles pauvres peuvent rarement faire face à l'accroissement des frais qui en découlent. De nombreuses tâches qui devraient relever de la collectivité (soins aux aînés et aînées, aux jeunes enfants) reposent sur les familles, particulièrement sur les femmes. Ce travail non rémunéré, sans oublier le travail domestique, lui aussi généralement accompli par des femmes, n'est pas pris en compte dans les statistiques de la nation. Il ne fait l'objet d'aucune reconnaissance.

Inscription dans la Marche mondiale des femmes

Parce que la pauvreté est un fléau qui touche massivement la planète, particulièrement les femmes, la FFQ a été l'initiatrice de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000. Cette initiative a obtenu l'adhésion de millions de femmes dans le monde. Au Québec, la Marche a pu s'appuyer sur un véritable mouvement populaire, suscitant revendications et interrogations qui sont remontées au siège de la Fédération. Tout en s'appuyant sur les revendications mondiales qui pointent du doigt de manière précise les causes structurelles de l'appauvrissement des populations les plus pauvres et réclament des mesures internationales concrètes pour les éliminer (taxation des opérations financières et reversement du produit récolté pour financer des projets sociaux en faveur des femmes par exemple), la FFQ a élaboré des revendications qui s'adressent au gouvernement provincial.

Plusieurs de ces revendications sont reprises dans la proposition de *Loi sur l'élimination de la pauvreté* élaborée par le *Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté*¹ dont la Fédération fait partie depuis 1997. Elles impliquent des réformes en profondeur, que ce soit de la fiscalité, des allocations familiales, des normes du travail, etc.

Éliminer la pauvreté est un devoir politique. Aucune société ne peut se dire « industrialisée » si elle n'est pas capable d'offrir à toutes et à tous des moyens de vivre dignement. Aucune société ne peut se dire « avancée » si un cinquième de sa population est laissé pour compte et ne reçoit pas la protection nécessaire à son épanouissement.

¹ Ci-après appelé le Collectif

Le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail

Le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) est une organisation nationale constituée de plus d'une centaine de groupes et de femmes qui œuvrent dans le domaine de l'accès et du maintien des femmes au travail. Depuis son congrès de fondation en 1984, le CIAFT est identifié comme principal défenseur des droits des femmes au travail.

La philosophie d'intervention du CIAFT repose sur le principe à l'effet que l'autonomie financière des femmes est largement tributaire de leur accès au travail. Dans cette perspective, la mission du CIAFT est d'œuvrer à la défense, à la promotion et au développement de services, de politiques et de mesures favorisant la réponse aux besoins spécifiques des femmes en matière de travail. L'action qui en découle est orientée selon deux pôles d'intervention :

- améliorer les conditions socio-économiques des femmes;
- assurer la prise en compte des réalités et des besoins des femmes en matière d'emploi.

Les activités du CIAFT se déploient principalement dans quatre grands secteurs d'intervention : l'équité salariale et l'équité en emploi, le développement de la main-d'œuvre féminine, le développement régional et les programmes sociaux. En collaboration avec d'autres organismes, le CIAFT intervient aussi dans les dossiers ayant trait à la fiscalité, à la conciliation travail-famille, à l'analyse différenciée selon le sexe, à l'entrepreneuriat et aux principaux programmes sociaux touchant les femmes au travail.

Parmi ses principaux dossiers et comités de travail, le CIAFT est mandataire du Comité aviseur Femmes en développement de la main-d'œuvre d'Emploi-Québec depuis sa création en 1998. Celui-ci a mené les travaux de mise en place de la Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine adoptée par le gouvernement du Québec en 2001. Il porte aussi à bout de bras le Réseau des représentantes en condition féminine sur les instances de développement régional au Québec. Il a été également porte-parole de la Coalition en faveur de l'équité salariale qui s'est battue de longues années pour l'adoption de la loi en 1996.

Le CIAFT réalise ses activités selon trois axes stratégiques d'intervention :

- l'action politique : avis et mémoires, représentation politiques;
- le soutien aux membres : services de formation, bulletins de liaison, site Internet et défense des services spécifiques d'aide à l'emploi pour les femmes;
- la production de documents : guides d'intervention, rapports de recherche, outils de promotion, vidéos, etc.

2. Position générale des deux organismes sur le Projet de loi no 112 - *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*

Depuis sa fondation, le CIAFT revendique l'accès des femmes au travail, l'amélioration de leurs conditions socio-économiques en général et l'amélioration de leurs conditions comme travailleuses. La FFQ réclame, depuis plus de cinq ans, que le gouvernement québécois prenne des mesures de fond afin d'éliminer la pauvreté au Québec, qui touche majoritairement les femmes. À ce titre, elle a activement participé aux travaux du Collectif et se réjouit que la revendication de légiférer en la matière ait été entendue des pouvoirs publics.

Selon le CIAFT et la FFQ, le projet de *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* va dans le bon sens dans la mesure où il traduit la volonté du gouvernement québécois de traiter la pauvreté selon une vision globale, qui impose une action à caractère permanent pour lutter contre la pauvreté.

Le dépôt du projet de loi et la tenue de la présente commission témoignent, selon nous, d'une réelle interaction entre la volonté populaire maintes fois réitérée au cours de la démarche du Collectif et au cours de la tournée menée par la ministre Nicole Léger, ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion, et le souci gouvernemental d'en prendre acte et d'y donner suite. Il s'agit là d'une action démocratique dans le vrai sens du terme et nous nous en voudrions de ne pas souligner comme il se doit cette initiative qui couronne l'action citoyenne de plusieurs milliers de Québécoises et de Québécois.

D'entrée de jeu, nous voulons indiquer que nous souscrivons entièrement aux différentes recommandations dont le Collectif a fait part dans le mémoire qu'il a déposé devant vous. Nos deux organismes tiennent cependant à participer au débat d'une manière particulière en vous faisant partager notre propre analyse et nos propres réflexions et en formulant quelques propositions propres à enrichir le projet de loi.

À cet égard, il nous apparaît, tout d'abord, que les préambules du projet de loi ne permettent pas d'ouvrir un véritable débat politique sur les causes structurelles de la pauvreté ni sur les moyens pour les éliminer. Le projet manque également d'objectifs clairs visant à réduire la pauvreté. Il s'intitule d'ailleurs projet de *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* et non pas « projet visant à éradiquer ou éliminer totalement la pauvreté de la société québécoise » comme nous l'aurions souhaité. La différence est de taille.

Nous regrettons également que la consultation sur le projet de loi 112 intervienne avant que soit rendue publique la réforme de la *Loi sur les normes du travail*. Cette réforme est une exigence de nos organismes. L'analyse de l'importance et de l'impact des réformes contenues dans ce projet de loi aurait éclairé nos commentaires.

Nous aurions également aimé disposer du plan d'action gouvernemental en même temps que l'énoncé de politique et le projet de loi afin d'évaluer la cohérence et la direction prise sur le terrain. À cet égard, nous demandons à être consultées sur le plan d'action avant que celui-ci ne soit adopté par le gouvernement.

De plus, nous ne retrouvons, ni dans l'énoncé de politique ni dans le projet de loi lui-même, la prise en compte de l'incidence beaucoup plus importante de la pauvreté chez les femmes. Cette carence nous empêche d'apprécier la pertinence des propositions gouvernementales.

Les chiffres sont pourtant clairs. Que l'on en juge : en 1998, la proportion du salaire horaire moyen des femmes par rapport à celui des hommes est de 83,4 %; entre 1976 et 1995, le travail à temps partiel non volontaire a augmenté de 23,4 % et en 1998 les deux-tiers des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes (*Les femmes du Québec et le marché de l'emploi. Résultat d'une analyse statistique*, Comité aviseur Femmes, 2000).

Cette absence de prise en compte est d'autant plus regrettable que le gouvernement dispose de moyens susceptibles, s'ils étaient pleinement appliqués, de contribuer à la diminution de la pauvreté chez les femmes : la *Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine*, la *Loi sur les normes du travail* (voir Annexe 2 pour des recommandations) et la *Loi sur l'équité salariale* (voir Annexe 3 pour des recommandations). De plus, la *Loi 90* pourrait être améliorée de façon à permettre aux entreprises actuellement non assujetties (celles qui ont une masse salariale de moins de 250 000 \$) d'obtenir le soutien dont elles ont besoin pour la formation de leur main-d'œuvre majoritairement féminine.

La FFQ et le CIAFT décèlent également, avec beaucoup d'inquiétude, une approche discriminatoire dans la manière de traiter les personnes en situation de pauvreté, le projet de loi faisant la distinction entre les « bons » et les « mauvais » prestataires de l'aide sociale. La pauvreté découle de facteurs économiques et sociaux qui dépassent de beaucoup les caractéristiques individuelles; nous nous opposons à toute approche qui tend à faire porter indûment à des individus déjà durement touchés un poids supplémentaire qui affecte directement leur survie.

Comme le Collectif, nous réclamons notamment des mesures immédiates et des modifications au Projet de loi 112. Parmi les mesures avancées, la FFQ et le CIAFT réclament particulièrement la gratuité des médicaments pour les personnes recevant le supplément de revenu garanti en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*.

Nous voulons souligner que les propositions que nous présentons à la commission s'inscrivent dans le cadre du respect de plusieurs instruments internationaux, en particulier :

- la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, 1948 ;
- le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, entré en vigueur en 1976 ;
- le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, entré en vigueur en 1976 ;

- la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)*, entrée en vigueur en 1981.

3. Propositions spécifiques concernant certains articles du projet de *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*

Concernant le : Préambule

Il faut introduire, dans le Préambule, des références plus explicites aux causes de la pauvreté et à ses conséquences concrètes sur la vie quotidienne des personnes, particulièrement sur la vie des femmes, tel que le propose le Collectif.

La FFQ et le CIAFT souhaitent également insister sur le fait que la pauvreté peut être éradiquée et recommande l'ajout d'un « considérant » :

- **considérant que la pauvreté n'est pas une fatalité et qu'elle peut être éradiquée par des mesures réformant en profondeur les codes et lois actuels, notamment sur les normes du travail, la fiscalité, l'équité salariale, etc.**

Concernant le : Chapitre II. Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale Articles 1, 2, 4, 6

Comme nous le soulignons dans l'introduction, la *Loi* doit permettre de créer une société sans pauvreté qui hisse, dans les dix ans, le Québec au nombre des nations industrialisées comptant le moins de pauvreté. Nous réclamons une formulation claire de l'objectif de la loi. Nous tenons aussi à rappeler que la pauvreté ne s'évalue pas qu'en termes économiques. Comme le souligne l'énoncé de politique d'autres dimensions doivent être prises en compte.

Dans les articles suivants, nous demandons le remplacement des termes :

- Article 1; alinéa1, *combattre la pauvreté* par **éradiquer la pauvreté**.
- Article 2; définition : *inclusion active* par **inclusion sociale**.
- Article 4; alinéa 2, *permettre d'intervenir à la fois sur les causes et les conséquences* par **permettre d'intervenir prioritairement sur les causes de la pauvreté et de l'exclusion sociale, sans oublier d'intervenir sur leurs conséquences**.

- Article 5; alinéa 2 : *réduire les inégalités qui les affectent particulièrement par **réduire toutes les inégalités afin de rehausser le revenu des personnes les plus pauvres et réduire particulièrement leurs écarts de revenus par rapport au cinquième de la population la plus riche.***
- Article 6; alinéa 1 : *prévenir par **éradiquer.***

Concernant le :

Chapitre II. Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Article 6, alinéa 3

L'article 11 de la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* pose comme principe le droit des femmes de participer pleinement au développement. Elle qualifie le droit au travail de droit inaliénable de tous les êtres humains, qui doit être exercé sur la base de l'égalité entre les sexes. Pour que les femmes aient véritablement accès au marché du travail sur des bases égales à celles des hommes, il faut prendre des mesures permettant aux plus défavorisées d'entre elles de se former et d'intégrer le marché de l'emploi.

Pour rendre possible, réaliste et efficiente, l'orientation générale du Projet de loi 112, qui vise à « *favoriser l'accès à l'emploi et valoriser le travail* » la FFQ et le CIAFT estiment qu'il faut mettre en œuvre :

- **un véritable programme d'insertion sociale et professionnelle comprenant, entre autres, des mesures d'orientation, de formation et d'intégration à l'emploi, des mesures visant l'accueil de personnes peu scolarisées ou exclues, des mesures facilitant l'accès au marché du travail des personnes responsables de familles monoparentales;**

La FFQ et le CIAFT réclament aussi :

- **une organisation du travail qui concilie réellement les exigences de la vie familiale et de la vie de travail, l'application effective de l'équité salariale et l'égalité d'accès à l'emploi dans tous les secteurs économiques et la mise en œuvre d'une politique développant des emplois durables et qualifiants.**

Outre une réforme des conditions d'octroi des congés parentaux et familiaux prévus dans la *Loi sur les normes du travail*, nous estimons qu'il faut prendre des mesures concrètes pour reconnaître le travail des femmes auprès des enfants. En effet, beaucoup de femmes réduisent leur temps de travail ou arrêtent de travailler pour élever leurs enfants. Elles ne peuvent pas ou peu contribuer au Régime des rentes du Québec (RRQ) et se trouvent pénalisées à la retraite. Pour pallier cette injustice, nous demandons au gouvernement du Québec :

- **de financer, au nom du parent ayant la charge principale des enfants, 50 % de la contribution maximale du RRQ pendant les premiers cinq ans de vie de l'enfant.**

Au-delà de l'accès à l'emploi, il faut améliorer la qualité des emplois et les conditions de travail. Les entreprises doivent participer à cette amélioration, payer des salaires décents à toutes les personnes qu'elles emploient, quel que soit le type de travail effectué. Par ailleurs, la valorisation du seul travail rémunéré se fait trop souvent au détriment d'une reconnaissance des autres contributions sociales des personnes à la société.

C'est pourquoi nous recommandons de reformuler l'alinéa 3 de l'article 6 comme suit :

- **améliorer la qualité des emplois et favoriser l'accès à l'emploi.**

Concernant le :

Chapitre II. Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

6. 4° favoriser l'engagement de l'ensemble de la société

et

5. Les buts poursuivis par la stratégie nationale sont les suivants : (...)

2° réduire les inégalités qui peuvent les affecter particulièrement;

3° développer et renforcer le sentiment de solidarité et la cohésion sociale dans l'ensemble de la société québécoise afin de lutter collectivement contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

C'est par les impôts que les habitants d'un pays contribuent au budget de l'État. Or, le régime fiscal québécois contient des injustices qui permettent à certaines catégories de la société, individus et entreprises, d'échapper au paiement d'un impôt proportionnel à leur richesse. Il existe également de nombreux abris fiscaux qui permettent de réduire la contribution à l'impôt. Enfin, il faudrait instaurer une imposition fiscale progressive, qui permette une meilleure gradation pour la classe moyenne au Québec.

Parler d'un « engagement de l'ensemble de la société », de « solidarité et de cohésion sociale », affirmer la volonté gouvernementale de « réduire les inégalités » qui affectent particulièrement les personnes en situation de pauvreté sans évoquer une réforme en profondeur de la fiscalité, paraît un vœu pieux. Seule une réforme de la fiscalité en vue d'éliminer la pauvreté permettra au gouvernement québécois d'augmenter ses revenus et d'en investir le produit dans des programmes sociaux universels, dans la création d'emplois de qualité en vue d'une redistribution des richesses.

La FFQ et le CIAFT réclament :

- **l'imposition fiscale progressive des entreprises et des individus et individus en tenant compte des principes de justice, d'équité et de redistribution de la richesse.**

Une autre manière de remplir ces engagements est d'assurer à toute personne vivant au Québec un minimum de ressources lui permettant de vivre dignement.

La FFQ et le CIAFT réclament :

- **un barème plancher à l'aide sociale en-dessous duquel aucune ponction, coupure, saisie ou pénalité ne puisse être faite. Le montant du plancher doit être établi de façon à couvrir les besoins essentiels (au minimum : logement, chauffage, électricité, nourriture, médicaments, habillement).**
- **l'augmentation du salaire minimum pour permettre à une personnes travaillant 40 heures par semaine d'avoir un salaire annuel se situant au-dessus du seuil de pauvreté pour une personne seule. Selon les calculs des associations de défense des travailleuses et travailleurs, le seuil de pauvreté en salaire horaire était de 9,04 \$ en 2001. Il est estimé à 9,27 \$ pour 2002.**

Enfin, des inégalités subsistent dans l'attribution des allocations familiales. Le système actuel n'est pas universel, les montants alloués aux familles sont variés et ne reflètent pas les besoins réels des enfants. La FFQ et le CIAFT estiment que la mise en place d'un régime universel d'allocations familiales, majoré d'un montant pour les familles les plus pauvres, pourrait améliorer la situation.

La FFQ et le CIAFT réclament :

- **la mise en place d'un régime universel d'allocations familiales et une allocation supplémentaire pour les familles pauvres en fonction des besoins réels des enfants.**

Sachant que la pauvreté touche bien plus massivement les femmes que les hommes, la FFQ et le CIAFT souhaitent, afin de renforcer cet objectif, que la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* fasse clairement référence aux instruments internationaux affirmant la nécessité de procurer à toute personne les ressources minimales pour vivre dignement. Soulignons à cet égard que les signataires de la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)* reconnaissent que, « dans les situations de pauvreté, les femmes ont un minimum d'accès à l'alimentation, aux services médicaux, à l'éducation, à la formation, ainsi qu'aux possibilités d'emploi et à la satisfaction d'autres besoins ».

Concernant le :

Chapitre II. Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Article 7, alinéa 1 : reconnaître la famille... soutenir, dans le respect du rôle des parents...

Nous souhaitons apporter une nuance à cet article, qui insisterait sur la participation volontaire des parents, soit :

- *Article 7, alinéa 1 : ajouter : dans le respect de la volonté et du rôle des parents...*

Concernant l'article 7, alinéa 2 : favoriser la réussite scolaire de même que la réinsertion scolaire et sociale des jeunes en difficulté, particulièrement ceux vivant en milieux défavorisés.

Nous insistons sur la nécessité de prendre des mesures afin d'aider les jeunes femmes enceintes et mères pour qu'elles poursuivent leur scolarité normalement et qu'elles s'orientent vers des secteurs porteurs d'emplois. Nous soutenons l'idée avancée par le Conseil du statut de la femme (CSF) (2001) qui enjoint les commissions scolaires et les cégeps d'instaurer un programme d'accès à l'égalité en éducation pour favoriser l'accès des filles à des secteurs prometteurs. Nous sommes aussi d'accord avec le CSF pour que le ministère de l'Éducation collabore davantage avec les régies régionales de la santé et des services sociaux (RRSSS), les centres Jeunesse et les centres locaux d'emploi (CLE) afin d'offrir des mesures adaptées à la situation des décrocheuses (enceintes ou mères).

Nous estimons également pertinentes les recommandations du CSF pour que les RRSSS et les établissements du réseau sociosanitaire adoptent une approche globale dans leurs interventions en éducation sexuelle auprès des jeunes, filles et garçons. Il est aussi essentiel que le gouvernement donne les moyens aux RRSSS d'améliorer et de consolider les services de planning des naissances et d'avortements, de renforcer les services infirmiers en milieu scolaire et de remettre sur pied des cliniques jeunesse.

La FFQ et le CIAFT réclament l'ajout suivant :

- *Article 7, alinéa 2* : ajouter à la fin **et les jeunes femmes et adolescentes enceintes ou mères.**

Concernant l'article 7, alinéa 3 : améliorer les formations de base et l'accès à la formation continue afin de permettre aux adultes de compléter et de mettre à jour leurs compétences professionnelles, de faciliter la reconnaissance de leurs acquis et de favoriser l'accès aux technologies de l'information et de la communication ;

La FFQ et le CIAFT réitèrent ici la revendication déjà exprimée plus haut de voir mettre en oeuvre :

- **un véritable programme d'insertion sociale et professionnelle comprenant, entre autres, des mesures d'orientation, de formation et d'intégration à l'emploi, des mesures visant l'accueil de personnes peu**

scolarisées ou exclues, des mesures facilitant l'accès au marché du travail des personnes responsables de familles monoparentales.

La FFQ et le CIAFT recommandent l'ajout d'un alinéa après l'alinéa 3 de l'article 7 :

- **un meilleur accès aux études pour toutes les femmes, surtout pour les responsables de famille monoparentale et les femmes « sans chèque ».**

Concernant l'article 7, alinéa 4 : soutenir les activités communautaires

Nous soutenons l'appui que le gouvernement peut apporter aux actions communautaires. Toutefois, nous constatons avec inquiétude la tendance, de plus en plus nette, des pouvoirs publics de se désengager de leurs mandats visant l'insertion sociale des plus défavorisées et défavorisés au détriment des groupes communautaires dont l'approche ne répond pas toujours aux normes quantitatives des programmes. C'est pourquoi nous souhaitons parler de *groupes communautaires autonomes* plutôt que d'*activités communautaires*.

Nous demandons :

- *Article 7, alinéa 4* : le remplacement d'*activités communautaires* par **groupes communautaires autonomes**.

Concernant le :

Chapitre II. Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Article 8, alinéa 1

Nous avons déjà rappelé notre exigence concernant l'instauration d'un barème plancher à l'aide sociale qui permette de couvrir les besoins essentiels tels le logement, le chauffage, l'électricité, la nourriture, l'habillement, les médicaments et les soins de santé. Nous souhaitons rappeler cette exigence ici, afin que la hausse de revenu que le projet de *Loi* évoque permette à toute personne de satisfaire ces besoins de façon générale et en période de recherche d'emploi ou de formation.

La FFQ et le CIAFT réclament :

- *Article 8, alinéa 1* : l'ajout, à la fin de l'alinéa : **le niveau de revenu doit permettre de satisfaire les besoins essentiels, d'accéder à l'alphabétisation, à la formation de base et à la formation qualifiante.**

Concernant l'article 8, alinéa 2 : favoriser le maintien ou l'intégration en emploi des travailleurs à faibles revenus, notamment par des suppléments à leurs revenus de travail.

Une autre de nos exigences porte sur l'augmentation du salaire minimum. Il est inadmissible que des personnes occupant un emploi ne soient pas suffisamment

rémunérées et restent sous le seuil de pauvreté si elles ne recourent pas à différents systèmes d'aide et de soutien au revenu. Les suppléments au revenu de travail encouragent les entreprises à maintenir des salaires peu élevés. Une augmentation substantielle du salaire minimum, alliée à des actions pour améliorer la qualité des emplois et diminuer leur précarité, contribuera davantage à sortir les travailleuses et travailleurs de la pauvreté.

La FFQ et le CIAFT recommandent :

- *Article 8, alinéa 2* : le remplacement de la fin de l'alinéa par ce qui suit : « ... des travailleuses et travailleurs par une hausse périodique et une indexation annuelle du salaire minimum assurant à toutes et à tous un revenu décent. Ce nouveau salaire minimum devra assurer aux personnes travaillant 40 heures par semaine un revenu au-dessus du seuil de faible revenu établi pour une personne seule » (cela signifie que le salaire minimum aurait dû être de 9,04 \$ en 2001 et devrait être de 9,27 \$ en 2002).

Concernant le :

Chapitre II. Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

8. 3° rendre accessibles des services en matière de santé, de services sociaux et d'éducation qui soient adaptés aux besoins spécifiques des personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale;

La FFQ et le CIAFT demandent, parmi les mesures d'urgence à adopter, la gratuité des médicaments pour les personnes les plus pauvres. Il faut maintenir un service de santé public efficace, accessibles à toutes et à tous. Cette exigence est valable pour les services sociaux et d'éducation.

Nous proposons donc de reformuler cet article comme suit :

- *Article 8, alinéa 3* : **rendre accessibles, universels et gratuits les services en matière de santé, les services sociaux, particulièrement l'accès au logement, et les services d'éducation et les adapter aux besoins spécifiques des personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale.**

Concernant l'article 8, alinéa 4 : *favoriser l'accès à un logement décent à un prix abordable, notamment au logement social, de même que le développement du soutien communautaire aux personnes plus démunies socialement, dont les sans-abri.*

La FFQ et le CIAFT soutiennent énergiquement cet engagement et rappellent leur exigence que le gouvernement québécois :

- **mette sur pied un grand chantier afin de créer 8 000 logements sociaux par année, sous forme d'habitations à loyer modique (HLM), de coopératives et d'organismes sans but lucratif.**

Concernant le :

Chapitre II. Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

9. 3° de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes qui ont des difficultés particulières d'intégration en emploi, notamment celles qui présentent un handicap physique ou mental.

Certaines catégories de femmes vivent plusieurs discriminations liées à leur appartenance à une communauté (femmes des communautés ethniques et culturelles et des minorités visibles, femmes autochtones), à un territoire (femmes autochtones vivant en réserve, femmes vivant dans des régions défavorisées du territoire, connaissant un niveau de développement inférieur à celui du reste de la province, où la désindustrialisation, le retrait massif des entreprises, le désinvestissement génèrent un chômage structurel) ou à des handicaps physiques ou mentaux. Ces discriminations apparaissent concrètement lors de l'accès à l'emploi et il est souvent nécessaire de prendre des mesures de « discrimination positive », du moins pour une période transitoire, afin que les personnes concernées puissent améliorer peu à peu leur situation et qu'elles soient considérées aptes au travail.

Certes, nous savons que le gouvernement québécois a adopté, en décembre 2000, une *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics et modifiant la Charte des droits et libertés de la personne*. Cette *Loi*, qui prévoit l'élaboration de programmes d'accès à l'égalité en emploi visant les femmes, les Autochtones, les membres des minorités visibles et les personnes dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais ne s'applique toutefois qu'aux organismes publics employant plus de cent personnes.

La FFQ et le CIAFT maintiennent donc la revendication que le gouvernement mette en œuvre :

- **l'application de moyens concrets favorisant un réel accès des femmes des communautés ethniques et culturelles, des minorités visibles, des femmes autochtones et des femmes handicapées au marché du travail.**

Afin de réaliser cet objectif, nous réclamons des modifications dans les programmes d'accès à l'égalité en emploi existants dans les services relevant de la responsabilité du gouvernement québécois. En l'occurrence, il s'agit de désigner comme « groupes cibles » du Programme d'accès à l'égalité de la fonction publique provinciale et du Programme d'obligation contractuelle, des femmes des communautés ethniques et culturelles et celles des minorités visibles, des femmes autochtones et handicapées.

Concernant le :

Chapitre II. Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

9. 4° d'améliorer la qualité des emplois afin que les personnes qui travaillent puissent disposer d'un revenu permettant un niveau de vie décent, compte tenu des revenus de l'ensemble des travailleurs québécois, d'une meilleure protection de l'emploi à l'égard des risques d'exclusion, de même que de mesures permettant de mieux concilier la famille et le travail.

La FFQ et le CIAFT rappellent qu'il est inadmissible que des personnes travaillent sans toucher un revenu suffisant pour couvrir leurs besoins essentiels et se trouvent ainsi, toujours en situation de pauvreté. Cet article va donc dans le sens de nos constatations, dans la mesure où le gouvernement du Québec y reconnaît l'impossibilité, pour certaines personnes, de sortir de la précarité grâce à leurs revenus. Nous n'insisterons jamais assez sur la nécessité d'améliorer les conditions d'emploi, de revaloriser les salaires, ce qui nécessite des directives précises à l'intention des employeurs.

Nous réitérons donc notre exigence qu'il soit procédé à :

- **l'augmentation du salaire minimum pour permettre à une personnes travaillant 40 heures par semaine d'avoir un salaire annuel se situant au-dessus du seuil de pauvreté pour une personne seule. Selon les calculs des associations de défense des travailleuses et travailleurs, le seuil de pauvreté en salaire horaire était de 9,04 \$ en 2001. Il est estimé à 9,27 \$ pour 2002.**

L'article, alinéa 4 doit être plus précis dans sa formulation, afin de désigner plus clairement les mesures à prendre en vue d'un impact concret contre les abus. Nous recommandons de le reformuler ainsi :

- *Article 9, alinéa 4 : améliorer la qualité des emplois afin que les personnes qui travaillent puissent disposer d'un revenu **d'emploi** permettant un niveau de vie décent, compte tenu des revenus de l'ensemble **des travailleuses** et des travailleurs québécois, d'une meilleure protection des emplois à l'égard des risques **d'abus, de discrimination, de congédiements arbitraires, de recours injustifié à l'emploi précaire et d'exclusion**, de même que de mesures **législatives et incitatives** permettant de mieux concilier la vie personnelle et familiale et le travail.*

Concernant le :

Chapitre II. Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

10.1 : favoriser la participation citoyenne

Dans un pays de forte immigration, qui s'est construit au fil des ans grâce notamment à sa capacité d'accueillir de nouvelles vagues de population, il est intolérable que des discriminations subsistent envers certaines catégories de la population. Les femmes sont encore trop peu représentées aux différents échelons de la société,

particulièrement aux lieux de prises de décision. Pour beaucoup d'entre elles, la vie quotidienne est axée sur la survie des besoins.

C'est particulièrement vrai des nouvelles arrivantes, des membres des communautés culturelles et des minorités visibles. La participation des citoyennes et des citoyens à la vie démocratique est indispensable. Elle doit être encouragée. Une des conditions de succès pour assurer cette participation est l'existence d'un réseau d'organismes féministes autonomes. Le sous-financement ou le non-financement des organismes mis sur pied par des femmes des communautés culturelles et des minorités visibles, rend difficile cette participation à la société québécoise.

C'est pour quoi la FFQ et le CIAFT réclament du gouvernement québécois :

- **l'accès à un financement de fonctionnement suffisant pour les groupes de femmes, particulièrement ceux des communautés culturelles et des minorités visibles, afin de répondre à leurs besoins et de favoriser leur participation à la société québécoise.**

Concernant le :

Chapitre II. Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Article 10, alinéas 2, 3,4 :

Toutes les instances agissant dans le domaine de l'emploi, quelque soit leur niveau d'intervention, doivent être associées dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale : centres locaux et régionaux de développement, directions régionales d'Emploi Québec, entreprises, etc. Les statistiques et les retombées prévues en matière d'emploi doivent être ventilées selon les sexes et l'analyse différenciée selon les sexes doit être un critère d'évaluation des projets soumis pour financement, notamment dans le cadre du Fonds de lutte à la pauvreté, comme le suggère le CSF (2001). Les entreprises qui bénéficient de subventions de l'État ont un devoir particulier envers la collectivité. Elles doivent créer des emplois durables et s'acquitter de l'impôt.

Nous souhaitons reformuler les articles 2 et 3 comme suit :

- **Article 10, alinéa 2 : soutenir les initiatives locales et régionales spécifiques et veiller à ce qu'elles appliquent l'analyse différenciée selon les sexes dans leurs plans d'action et dans l'évaluation des projets qui leur sont soumis pour atteindre les buts poursuivis par la stratégie nationale. Que ces partenaires ajoutent un critère lors de l'examen de projets nécessitant un financement, soit celui de la prévision différenciée de création d'emplois pour les femmes et pour les hommes.**
- **Article 10, alinéa 3 : au lieu de : reconnaître la responsabilité sociale des entreprises et associer les partenaires du marché du travail : amener les entreprises à s'acquitter de leurs responsabilités sociales en lien avec les autres partenaires du marché du travail. Les entreprises qui bénéficient de subventions doivent agir de manière à créer des emplois à temps plein durables et en être imputables face à la collectivité.**

Nous souhaitons également que la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* fasse référence explicitement à la *Loi sur l'équité salariale* et affirme l'obligation des entreprises de l'appliquer. Cette exigence devrait faire l'objet d'un alinéa supplémentaire, à insérer ici :

- **Article 10, nouvel alinéa : augmenter le pouvoir de contrôle et d'enquête de la Commission de l'équité salariale afin qu'elle puisse faire respecter le droit des femmes à accéder à l'équité salariale, particulièrement dans les petites entreprises où les travailleuses ne sont pas syndiquées.**

Enfin, nous souhaitons renforcer la formulation de l'alinéa 4 afin que la *contribution* des groupes issus de ce secteur soit réellement efficace. Cette contribution passe, notamment, par un apport financier adéquat aux groupes concernés, soit :

- **Article 10, alinéa 4 : renforcer la contribution des organismes d'action communautaire autonome en leur allouant un financement de base durable et suffisant pour leur permettre d'intervenir adéquatement auprès des populations concernées.**

Concernant le :

Chapitre II. Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Il nous semble important de rappeler ici que la cohérence des actions exige que soient appliqués des manière pleine et entière les différents instruments dont le gouvernement s'est doté pour améliorer la situation de la main d'œuvre féminine.

Nous proposons donc de placer, avant l'alinéa 1 de l'article 11, un article formulé comme suit :

- **Article 11, nouvel alinéa : assurer l'amélioration et l'application de la Loi sur l'équité salariale, ainsi que l'implantation véritable de la Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine.**

Concernant l'article 11, alinéa 5 :

La FFQ et le CIAFT insistent pour que les représentantes des femmes autochtones du Québec soient conviées à de telles discussions afin que les difficultés spécifiques qu'elles vivent soient prises en compte par le gouvernement dans l'adaptation des mesures aux populations autochtones.

La FFQ et le CIAFT recommandent de modifier ainsi :

- **Article 11, alinéa 5 : discuter avec les représentantes et représentants des nations autochtones de l'adaptation... dernières.**

Autres mesures

Nous tenons à souligner que l'esprit de ce chapitre reste fort traditionnel. Il ne témoigne aucunement de l'ouverture nécessaire pour prendre en compte la contribution à la société de personnes exclues du cadre habituel du travail. C'est le cas du travail domestique non rémunéré, de l'engagement social et bénévole des personnes ou de toute autre forme de contribution au développement de la société.

Or, comme nous l'avons déjà souligné dans ce mémoire, l'abandon de plus en plus large de services de protection sociale assurés par les pouvoirs publics, a entraîné une charge plus lourde pour les aidantes et les aidants dits « naturels » de personnes âgées, de malades, de jeunes enfants. Ces tâches sont généralement accomplies par des femmes.

C'est pourquoi la FFQ et le CIAFT demandent :

- **l'inclusion dans la loi de la reconnaissance de toutes les formes de contribution à la société, qui ne sont pas rémunérées financièrement, mais qui devraient être génératrices de revenus.**

Concernant le :

Chapitre III. Plan d'action gouvernemental

La FFQ et le CIAFT souscrivent aux propositions du *Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté*. Les revendications spécifiques déjà exprimées (barème plancher, réforme du régime d'allocations familiales, chantier de logement social, mesures incitatives de retour à l'emploi, facilités de formation pour les femmes les plus démunies afin de leur permettre de réintégrer le marché du travail), s'inscrivent également dans ce chapitre.

La FFQ et le CIAFT souhaitent ajouter, aux revendications exprimées ailleurs dans ce mémoire, la nécessité de prendre des mesures favorisant l'intégration des adultes, notamment des immigrantes non francophones, en ajoutant un article entre l'article 14 et l'article 15 et qui se lirait comme suit :

- **le plan d'action doit assurer l'accès universel pour les néo-Québécoises à des cours de français accompagnés d'allocations décentes et l'accès à des services de garde, sans aucune exclusion basée sur le statut d'immigration ou sur les années de résidence au Québec.**

Mesures urgentes

Parmi toutes les mesures réclamées, la FFQ et le CIAFT estiment prioritaires :

- **l'instauration d'un barème plancher à l'aide sociale en-dessous duquel aucune ponction, coupure, saisie ou pénalité ne puisse être faite. Le montant du plancher doit être établi de façon à couvrir les besoins essentiels (au minimum : logement, chauffage, électricité, nourriture, médicaments, habillement);**
- **l'augmentation du salaire minimum pour permettre à une personnes travaillant 40 heures par semaine d'avoir un salaire annuel se situant au-dessus du seuil de pauvreté pour une personne seule. Selon les calculs des associations de défense des travailleuses et travailleurs, le seuil de pauvreté en salaire horaire était de 9,04 \$ en 2001. Il est estimé à 9,27 \$ pour 2002 ;**

- **une réforme en profondeur de *Loi sur les normes du travail* de façon à éliminer la pauvreté et l'exclusion sociale.**

Conclusion

Le CIAFT et la FFQ estiment que le projet de *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* va dans le bon sens dans la mesure où il traduit la volonté du gouvernement québécois de traiter la pauvreté selon une vision globale, qui impose une action à caractère permanent pour lutter contre la pauvreté.

Nous avons toutefois relevé plusieurs points qui nous semblent importants à inclure dans la *Loi* si le gouvernement veut réellement atteindre son objectif d'intégrer le Québec dans les nations industrialisées enregistrant un des plus bas taux de pauvreté.

Plutôt que de prendre des mesures d'ajustement et d'introduire dans une loi des mesures visant à combattre les injustices que vivent de nombreuses personnes dans leur milieu de travail, nous estimons essentiel d'améliorer la qualité des emplois, des revenus, des conditions de travail. Une société industrialisée, avancée, ne peut se comprendre sans une redistribution des richesses qui implique tous les acteurs de la société : entreprises, organismes publics, parapublics, communautaires.

Au Québec, 20 % de la population engrange les revenus de la croissance économique, alors qu'un autre 20 %, dont la majorité sont des femmes, vit sous le seuil de pauvreté.

C'est pourquoi la FFQ et le CIAFT souhaitent que le Projet de loi no 112 soit amélioré dans le sens de leurs recommandations.

Références

- Au bas de l'échelle. *Mémoire sur le Projet de loi 112, Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Montréal, septembre 2002.
- Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté. *Position du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté sur le Projet de loi 112 – Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Septembre 2002.
- Collège communautaire au CRDÎM. *Actes de l'assemblée générale élargie du Collège communautaire au CRDÎM. Consultation sur les orientations du Gouvernement du Québec en matière de lutte contre la pauvreté*. Montréal, 2 novembre 2001, 43 p.
- Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail et Fédération des femmes du Québec. *L'équité salariale pour les travailleuses non syndiquées au Québec dans les petites entreprises : recommandations*. Mémoire conjoint présenté à la Commission de l'équité salariale dans le cadre de la consultation publique sur l'article 130 de la Loi sur l'équité salariale. Montréal, septembre 2002, 31 p.
- Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail. *La révision des normes du travail : reconnaître le travail des Québécoises*. Mémoire sur le document de consultation intitulé *Revoir les normes du travail du Québec : un défi collectif*. Montréal, juin 2002, 20 p.
- Conseil du statut de la femme. *Pour que le développement du Québec soit inclusif : commentaires sur les orientations gouvernementales en matière de lutte contre la pauvreté*. Québec, octobre 2001.
- Marche mondiale des femmes, revendications québécoises, FFQ, 2000.
- Rousseau, Gilbert. *Les femmes du Québec et le marché de l'emploi. Résultat d'une analyse statistique*. Montréal, Comité aviseur Femmes en développement de la main-d'oeuvre, 2000.

Annexe 1

Liste des revendications

Mesures urgentes

- l'instauration d'un barème plancher à l'aide sociale en-dessous duquel aucune ponction, coupure, saisie ou pénalité ne puisse être faite. Le montant du plancher doit être établi de façon à couvrir les besoins essentiels (au minimum : logement, chauffage, électricité, nourriture, médicaments, habillement);
- l'augmentation du salaire minimum pour permettre à une personne travaillant 40 heures par semaine d'avoir un salaire annuel se situant au-dessus du seuil de pauvreté pour une personne seule. Selon les calculs des associations de défense des travailleuses et travailleurs, le seuil de pauvreté en salaire horaire était de 9,04 \$ en 2001. Il est estimé à 9,27 \$ pour 2002;
- une réforme en profondeur de *Loi sur les normes du travail* qui accorde les mêmes droits et conditions à toute personne salariée, quel que soit son statut d'emploi (temps plein, temps partiel, occasionnel, sur appel, etc.), de façon à éliminer la pauvreté et l'exclusion sociale;
- la mise en place d'un régime universel d'allocations familiales et une allocation supplémentaire pour les familles pauvres en fonction des besoins réels des enfants;
- l'inclusion dans la loi de la reconnaissance de toutes les formes de contribution à la société, qui ne sont pas rémunérées financièrement, mais qui devraient être génératrices de revenus;
- l'accès à un financement de fonctionnement suffisant pour les groupes de femmes, particulièrement ceux des communautés culturelles et des minorités visibles, afin de répondre à leurs besoins et de favoriser leur participation à la société québécoise.

Propositions spécifiques sur le Projet de loi no 112

***Préambule* : ajouter un « considérant » : considérant que la pauvreté n'est pas une fatalité et qu'elle peut être éradiquée par des mesures réformant en profondeur les codes et lois actuels, notamment sur les normes du travail, la fiscalité, l'équité salariale, etc.**

Remplacer dans :

- *Article 1, alinéa 1* : combattre la pauvreté par **éradiquer la pauvreté.**
- **Article 2, définition : inclusion active par inclusion sociale.**
- **Article 4, alinéa 2 : permettre d'intervenir à la fois sur les causes et les conséquences par permettre d'intervenir prioritairement sur les causes de la pauvreté et de l'exclusion sociale, sans oublier d'intervenir sur leurs conséquences**
- *Article 5, alinéa 2* : **réduire les inégalités qui les affectent particulièrement par réduire toutes les inégalités afin de rehausser le revenu des personnes les plus pauvres et réduire**

particulièrement leurs écarts de revenus par rapport au cinquième de la population la plus riche.

- *Article 6; alinéa 1 : prévenir par éradiquer.*

Ajouter les alinéas suivants après :

Article 6, alinéa 3 :

- assurer la mise en oeuvre d'un véritable programme d'insertion sociale et professionnelle comprenant, entre autres, des mesures d'orientation, de formation et d'intégration à l'emploi, des mesures visant l'accueil de personnes peu scolarisées ou exclues, des mesures facilitant l'accès au marché du travail des personnes responsables de familles monoparentales.
- instaurer une organisation du travail qui concilie réellement les exigences de la vie familiale et de la vie de travail, l'application effective de l'équité salariale et de légalité d'accès à l'emploi dans tous les secteurs économiques et la mise en oeuvre d'une politique développant les emplois durables et qualifiants.
- assurer le paiement, au nom du parent ayant la charge principale des enfants, de 50 % de la contribution maximale du RRQ pendant les premiers cinq ans de vie de l'enfant.

Article 6, alinéa 3 : remplacer par ce qui suit :

- améliorer la qualité des emplois et favoriser l'accès à l'emploi.

Ajouter les alinéas suivants après :

Article 6, alinéa 4 :

- instaurer l'imposition fiscale progressive des entreprises et des individus et des individus en tenant compte des principes de justice, d'équité et de redistribution de la richesse.
- établir un barème plancher à l'aide sociale en-dessous duquel aucune ponction, coupure, saisie ou pénalité ne puisse être faite. Le montant du plancher doit être établi de façon à couvrir les besoins essentiels (au minimum : logement, chauffage, électricité, nourriture, médicaments, habillement);
- augmenter le salaire minimum pour permettre à une personne travaillant 40 heures par semaine d'avoir un salaire annuel se situant au-dessus du seuil de pauvreté pour une personne seule. Selon les calculs des associations de défense des travailleuses et travailleurs, le seuil de pauvreté en salaire horaire était de 9,04 \$ en 2001. Il est estimé à 9,27 \$ pour 2002.
- assurer la mise en place d'un régime universel d'allocations familiales et une allocation supplémentaire pour les familles pauvres en fonction des besoins réels des enfants.
- *Article 7, alinéa 1 : ajouter : dans le respect de la volonté et du rôle des parents...*
- *Article 7, alinéa 2 : ajouter à la fin et les jeunes femmes et adolescentes enceintes ou mères.*
- *Article 7, alinéa 3 : nous réitérons la nécessité de mettre en place un véritable programme d'insertion sociale et professionnelle comprenant, entre autres, des mesures d'orientation, de formation et d'intégration à l'emploi, des mesures visant l'accueil de personnes peu scolarisées ou exclues, des mesures facilitant l'accès au marché du travail des personnes responsables de familles monoparentales.*

Ajouter un alinéa après :

- *Article 7, alinéa 3* : un meilleur accès aux études pour toutes les femmes surtout pour les responsables de famille monoparentale et les femmes « sans chèque ».
- *Article 7, alinéa 4* : le remplacement d'activités communautaires par groupes communautaires autonomes.
- *Article 8, alinéa 1* : ajouter à la fin de l'alinéa : le niveau de revenu doit permettre de satisfaire les besoins essentiels, d'accéder à l'alphabétisation, à la formation de base et à la formation qualifiante.
- *Article 8, alinéa 3* : rendre accessibles, universels et gratuits les services en matière de santé, les services sociaux, particulièrement l'accès au logement, et les services d'éducation et les adapter aux besoins spécifiques des personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale.
-
- *Article 8, alinéa 4* : ajouter : mette sur pied un grand chantier afin de créer 8 000 logements sociaux par année, sous forme d'habitations à loyer modique (HLM), de coopératives et d'organismes sans but lucratif.
- *Article 9, alinéa 3* : ajouter : l'application de moyens concrets favorisant un réel accès des femmes des communautés ethniques et culturelles, des minorités visibles, des femmes autochtones et des femmes handicapées au marché du travail.
- *Article 9, alinéa 4* : améliorer la qualité des emplois afin que les personnes qui travaillent puissent disposer d'un revenu d'emploi permettant un niveau de vie décent, compte tenu des revenus de l'ensemble **des travailleuses et des travailleurs québécois**, d'une meilleure protection des emplois à l'égard des risques **d'abus, de discrimination, de congédiements arbitraires, de recours injustifié à l'emploi précaire et d'exclusion**, de même que de mesures **législatives et incitatives** permettant de mieux concilier la vie personnelle et familiale et le travail.
- *Article 10, alinéa 1* : l'accès à un financement de fonctionnement suffisant pour les groupes de femmes, particulièrement ceux des communautés culturelles et des minorités visibles, afin de répondre à leurs besoins et de favoriser leur participation à la société québécoise.
- *Article 10, alinéa 2* : soutenir les initiatives locales et régionales spécifiques et veiller à ce qu'elles appliquent l'analyse différenciée selon les sexes dans leurs plans d'action et dans l'évaluation des projets qui leur sont soumis pour atteindre les buts poursuivis par la stratégie nationale. Que ces partenaires ajoutent un critère lors de l'examen de projets nécessitant un financement, soit celui de la prévision différenciée de création d'emplois pour les femmes et pour les hommes.
- *Article 10, alinéa 3* : au lieu de : remplacer par : **amener les entreprises à s'acquitter de leurs responsabilités sociales en lien avec les autres partenaires du marché du travail. Les entreprises qui bénéficient de subventions doivent agir de manière à créer des emplois à temps plein durables et en être imputables face à la collectivité.**
- *Article 10, nouvel alinéa* : **augmenter le pouvoir de contrôle et d'enquête de la Commission de l'équité salariale afin qu'elle puisse faire respecter le droit des femmes à accéder à l'équité salariale, particulièrement dans les petites entreprises où les travailleuses ne sont pas syndiquées.**
- *Article 10, alinéa 4* : **renforcer la contribution des organismes d'action communautaire autonome en leur allouant un financement de base durable et suffisant pour leur permettre d'intervenir adéquatement auprès des populations concernées.**

- *Article 11, nouvel alinéa : assurer l'amélioration et l'application de la Loi sur l'équité salariale, ainsi que l'implantation véritable de la Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine.*
- *Article 11, alinéa 5 : discuter avec les **représentantes et représentants** des nations autochtones de l'adaptation... dernières.*

Chapitre III. Plan d'action gouvernemental : ajouter un article entre l'article 14 et l'article 15 et qui se lirait comme suit :

- **le plan d'action doit assurer l'accès universel pour les néo-Québécoises à des cours de français accompagnés d'allocations décentes et l'accès à des services de garde, sans aucune exclusion basée sur le statut d'immigration ou sur les années de résidence au Québec.**

Annexe 2

Extrait de
La révision des normes du travail : reconnaître le travail des Québécoises
Mémoire présenté
au ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail
sur le document de consultation intitulé
Revoir les normes du travail du Québec : un défi collectif, 2002
par le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail

Liste des recommandations

LA PRÉPARATION DES TRAVAUX POUR UNE RÉVISION DES NORMES DU TRAVAIL

- Que le ministère du Travail adopte l'analyse différenciée selon le sexe (ADS) dans tous les documents de travail qui mèneront à l'adoption du projet de loi sur la révision des normes du travail.

LE RENFORCEMENT DU CARACTÈRE UNIVERSEL DE LA *Loi*

Au sujet de l'égalité de traitement pour tous les statuts d'emploi :

- Que pour tout travail équivalent dans une même entreprise, il soit interdit d'octroyer un salaire inférieur aux employéEs pour le seul motif qu'elles ou ils ont un statut d'emploi précaire (temps partiel, temporaire ou occasionnel, sur un programme d'employabilité, employéEs d'une agence de placement temporaire, travail à domicile).
- Qu'afin que le principe d'égalité de traitement entre toutes les travailleuses et tous les travailleurs soit réellement appliqué, la *Loi* doit également prévoir une indemnité salariale, proportionnelle au nombre d'heures travaillées, pour compenser la perte de tous les avantages sociaux auxquels ont droit les autres salariéEs. Cette indemnité doit être proportionnelle aux avantages sociaux consentis aux travailleuses et travailleurs réguliers de l'entreprise.
- Qu'une présomption de salariat soit établie dans la *Loi*.
- Que la *LNT* interdise à une entreprise, incluant l'entreprise cliente d'une agence de placement temporaire, de forcer une personne à s'incorporer ou à signer un contrat d'entreprise pour conserver un emploi normalement salarié au sens de la *Loi*.

Au sujet des jours fériés, chômés et payés :

Qu'une plus grande accessibilité aux congés fériés soit accordée aux travailleuses et aux travailleurs atypiques.

LES GRANDES OUBLIÉES DU DOCUMENT

Au sujet des travailleuses en maison privée et aux domestiques résidentes :

- Que les travailleuses de gré à gré rémunérées par le chèque emploi-service soient totalement couvertes par la *Loi*.

- Que les personnes dont la fonction exclusive est d'assumer la garde ou de prendre soin, dans un logement, d'un enfant, d'une personne malade, âgée ou handicapée (les «gardiennes»), soient incluses dans la *Loi* en prévoyant des mesures pour soutenir les familles à bas revenu ayant des besoins particuliers.
- Que les domestiques résidentes aient droit à la semaine normale de travail de quarante heures et au taux régulier du salaire minimum.

LA CONCILIATION DU TRAVAIL AVEC LES RESPONSABILITÉS FAMILIALES ET LA VIE PERSONNELLE

Au sujet des congés pour responsabilités familiales :

- Que la *Loi sur les normes du travail* prévoit 12 jours par année de congé, sans réduction de salaire, afin d'exercer des responsabilités familiales auprès de personnes qui lui sont liées par le sang, par une relation conjugale ou par adoption. Dans le cas d'un enfant mineur, ces journées peuvent servir notamment pour des responsabilités reliées à sa garde, sa santé ou à son éducation. Il n'est pas nécessaire que ces obligations soient urgentes ou imprévisibles. Ces journées peuvent aussi servir à une salariée pour un examen médical relié à sa grossesse ou un examen relié à sa grossesse et effectué par une sage-femme. Il faudrait, toutefois, maintenir l'article 81.3 permettant à une salariée de s'absenter du travail pour un examen lié à sa grossesse.
- Que ce congé puisse être fractionné en journées ou demi-journées à la demande de la salariée ou du salarié.

Au sujet de la durée du temps de travail :

- Que soit ajoutée dans la LNT une journée normale de 8 heures, ce qui rendrait accessible la majoration pour le temps supplémentaire sur une base quotidienne et non plus seulement sur une base hebdomadaire.
- Que la *Loi* accorde aux salariéEs le droit d'accepter ou non d'effectuer du temps supplémentaire après une journée de 9 heures ou une semaine de 45 heures.
- Qu'un repos quotidien obligatoire de 8 heures consécutives et un repos hebdomadaire de 36 heures consécutives soient prévus dans la *Loi*.
- Que les salariéEs puissent bénéficier d'une demi-journée de maladie payée par mois, cumulable sur 12 mois.
- Que soient accordés les congés annuels suivants :
 - moins d'un an de service continu : un jour par mois de service pour un maximum de 2 semaines (4%);
 - de 1 an à moins de 3 ans : 3 semaines consécutives (6%);
 - de 3 ans à moins de 5 ans : 4 semaines consécutives (8%);
 - 5 ans et plus : 5 semaines, dont au moins 4 consécutives;
- Que l'employeur indique par écrit à chaque salariéE, au moins une semaine à l'avance, son horaire de travail pour une période d'au moins une semaine (comprenant le début et la fin des périodes de travail et de repas).

LA PROTECTION DES SALARIÉES

Au sujet du droit de recours contre les congédiements abusifs :

- Que le recours à l'encontre d'un congédiement sans cause juste et suffisante soit accessible après un an de service continu, comme c'est d'ailleurs le cas dans le *Code canadien du travail*.

Au sujet du harcèlement psychologique :

- Que le gouvernement légifère rapidement sur cette question de manière à offrir aux salariéEs, particulièrement aux non-syndiquéEs, un recours efficace et accessible leur permettant de se prémunir contre le harcèlement psychologique au travail. Un tel recours permettrait aux salariéEs de pouvoir agir juridiquement sur la situation et ce, au début du processus de harcèlement, avant que des lésions ne surviennent.

LE SALAIRE MINIMUM

Au sujet du salaire minimum :

- Que le salaire minimum soit augmenté de manière à assurer aux personnes travaillant 40 heures par semaine un revenu au-dessus du seuil de faible revenu établi pour une personne seule. Cela signifie que le salaire minimum passe de 6,90\$ à 8,70\$ de l'heure (pour octobre 2000).
- Que la *Loi sur les normes du travail* prévienne l'indexation annuelle automatique du salaire minimum.

Annexe 3

Extrait de L'équité salariale pour les travailleuses non syndiquées au Québec dans les petites entreprises

Mémoire conjoint présenté à la Commission de l'équité salariale dans le cadre de la consultation publique sur l'article 130 de la *Loi sur l'équité salariale* par le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail et la Fédération des femmes du Québec Septembre 2002

Liste des recommandations prioritaires

1. Que soit mise sur pied par la Commission de l'équité salariale une structure d'intervention accessible et adaptées aux femmes non syndiquées visées par la LÉS : par l'accès à une ressource spécifique et gratuite pour les travailleuses non syndiquées.
 - par des avis et conseils juridiques dispensés par la Commission ou des groupes accrédités.
 - par l'accès à des services d'information dans les milieux où se trouvent les femmes (milieux de travail, espaces publics) à travers une grande campagne de sensibilisation sur la question. Il faut créer le besoin de s'informer chez les femmes.
 - par l'accès à des services de formation des femmes qui siègent sur les comités d'équité salariale au sein des entreprises.
 - par l'accès à la formation pour les groupes de défense des droits des femmes sur le marché du travail dans toutes les régions du Québec
2. Que toutes les employeurs soient tenus de soumettre à la Commission un rapport sur les résultats du processus et les ajustements établis et qu'elle mette en place des mécanisme qui découragent l'évasion obligatoire des entreprises face à la LÉS.
3. Que la Commission fasse une évaluation des processus entrepris dans les entreprises et de la valeur des ajustements salariaux pour les travailleuses non syndiquées et qu'en soit informé le public.
4. Que la Commission s'assure de la formation des consultants embauchés par les entreprises pour l'application de la Loi et qu'elle les accrédite à cette fin.
5. Que la Commission de l'équité salariale exerce un pouvoir de contrôle et de vérification dans les petites et moyennes entreprises qu'il y ait ou non plainte officielle.
6. Que la Commission s'assure de la formation adéquate des commissaires nommés à la Commission des Relations de travail à toutes les facettes de la Loi sur l'équité salariale. (et qu'au moins un des trois commissaires nommés soit une femme).
7. Que des lignes directrices relatives au maintien de la Loi pour les entreprises ayant appliqué l'équité salariale ainsi qu'aux entreprises ne présentant que des emplois à prédominance féminine - pour lesquels il n'y a aucun comparatif masculin interne possible- soient enfin déterminées.
8. Que l'article 11 de la LÉS se lise comme suit : « Sur demande d'une association accréditée qui représente des salariéEs de l'entreprise ou d'un groupe de salariéEs, l'employeur doit établir un programme d'équité salariale applicable à ces salariéEs dans l'ensemble de l'entreprise ou un ou

plusieurs programmes applicables à Aces salariéEs en fonction de l'autorisation obtenue en vertu du deuxième alinéa de l'article 10.

En outre, l'employeur et une association accréditée qui représente des salariéEs de l'entreprise ou encore l'employeur et un groupe de salariéEs peuvent convenir d'établir un ou des programmes distincts applicables à ces salariéEs dans un ou plusieurs des établissements de l'entreprise qui n'ont pas fait l'objet d'une autorisation en vertu du deuxième alinéa de l'article 10.».

Que l'article 32 se lise comme suit : « Sur demande d'une association accréditée qui représente des salariéEs de l'entreprise ou d'un groupe de salariéEs, l'employeur et cette association ou l'employeur et le groupe de salariéEs établissent conjointement un programme d'équité salariale applicable à ces salariéEs dans l'ensemble de l'entreprise ou un ou plusieurs programmes applicables à ces salariéEs en fonction de l'autorisation obtenue en vertu du deuxième alinéa de l'article 31.

En outre, l'employeur et une association accréditée qui représente des salariéEs de l'entreprise ou encore l'employeur et un groupe de salariéEs peuvent convenir d'établir un ou des programmes distincts applicables à ces salariéEs dans un ou plusieurs des établissements de l'entreprise qui n'ont pas fait l'objet d'une autorisation en vertu du deuxième alinéa de l'article 31.»